

Le bel avenir des inégalités

Par Nicolas Delalande

Que vaut la promesse d'égalité démocratique lorsque la situation matérielle des classes moyennes et populaires stagne ou régresse ? À travers une analyse implacable des inégalités mondiales, Branko Milanovic met en évidence la difficulté du combat pour la justice sociale au début du XXI^e siècle.

Recensé : Branko Milanovic, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, Paris, La Découverte, 2019 [2016], trad. fr. par Baptiste Mylondo (préface de Thomas Piketty, postface de Pascal Combemale et Maxime Gueuder).

En janvier 2019, l'ONG Oxfam rendait public un chiffre édifiant, pour alerter les consciences. Les 26 personnes les plus riches de la planète posséderaient autant de patrimoine que la moitié la plus pauvre de l'humanité¹. 26 multimilliardaires d'un côté, face à 3,8 milliards de personnes dans le besoin de l'autre : comment a-t-on pu en arriver là ? C'est tout le mérite du livre de l'économiste Branko Milanovic, publié en anglais en 2016 et récemment traduit en français par les éditions La Découverte, que de chercher à expliquer cet engrenage et ses conséquences politiques.

¹ <https://www.oxfam.org/fr/egalite/cinq-chiffres-chocs-sur-les-inegalites-extremes-aidez-nous-redistribuer-les-cartes>

Les deux visages de la mondialisation

Quoique plus nuancé que celui dépeint par Oxfam, le portrait du monde qui se dégage du livre est tout aussi alarmant. Mesurées à l'échelle globale, les inégalités ont plutôt tendance à diminuer, du fait de la croissance exceptionnelle de la Chine au cours des trente dernières années. Le nier serait oublier une des données fondamentales de l'histoire récente, marquée par le déclin économique relatif de l'Europe et des États-Unis au profit de l'Asie et des pays émergents. Compte tenu de son poids démographique, l'apparition d'une classe moyenne chinoise a pour effet mécanique de réduire l'inégalité mondiale. La mondialisation contemporaine a bien vu des centaines de millions de personnes sortir de la grande pauvreté. Et pourtant, parallèlement, les plus fortunés n'ont jamais concentré autant de richesses et de pouvoir. Au sein des pays développés, les inégalités de revenus et de patrimoines sont reparties à la hausse depuis le début des années 1980². Tendance à la réduction des inégalités *entre* pays, d'un côté, forte augmentation *au sein* de chacun d'entre eux, de l'autre : tel est le paradoxe de la mondialisation (déjà bien documenté par ailleurs³) que s'efforce de sonder et d'analyser Milanovic.

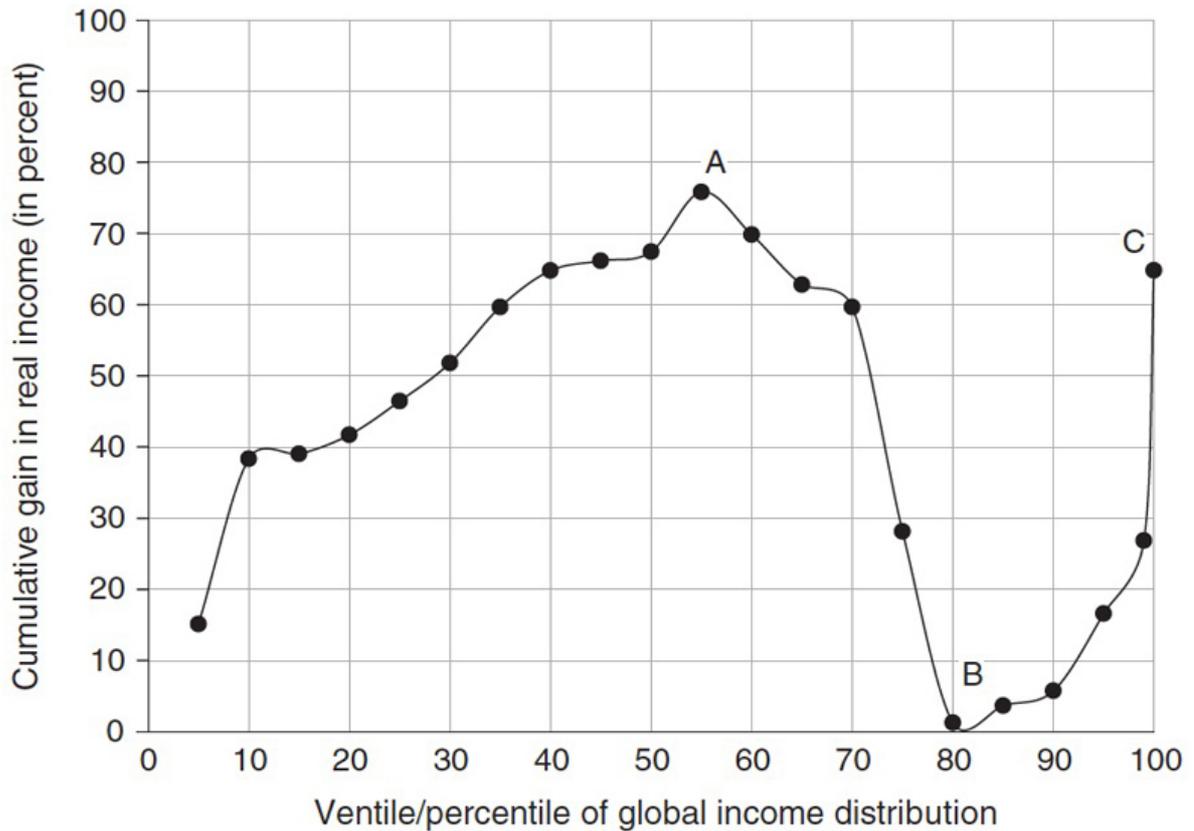
La nouveauté de son propos, et sa clairvoyance politique, ont été rendues célèbres par la courbe dite de « l'éléphant », qui décrit la répartition des gains en revenus réels au sein de la population mondiale, au cours de ce que Milanovic appelle la « mondialisation intense » (1988-2008). Il s'appuie pour cela sur des centaines d'enquêtes nationales sur le revenu des ménages, compilées et harmonisées au sein de plusieurs bases de données (la Luxembourg Income Study, celles de la Banque mondiale, etc.), à la création desquelles il a lui-même participé. Ces données et cette méthodologie diffèrent de celles utilisées par la World Inequality Database (fondée par les chercheurs réunis autour de Thomas Piketty⁴), qui s'appuie essentiellement sur des sources produites par les administrations fiscales. Bien que leurs enseignements convergent, ces deux types de données n'offrent pas la même représentation des inégalités : les secondes sont nécessairement découpées pays par pays, alors que l'approche de Milanovic consiste à construire un nouvel artefact statistique, celui d'une population mondiale étudiée comme un tout, où il est possible de comparer simultanément l'évolution du niveau de vie d'un milliardaire américain, d'un travailleur chinois ou d'un paysan africain sur une période de vingt ans. Cela permet

² Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

³ François Bourguignon, *La Mondialisation de l'inégalité*, Paris, Seuil / La République des idées, 2012.

⁴ <https://wid.world/fr/accueil/>

d'essayer de déterminer qui sont les gagnants et les perdants (relatifs) de la mondialisation contemporaine, sans rester enfermé à l'intérieur des frontières de chaque État-nation.



RELATIVE GAIN IN REAL PER CAPITA INCOME
BY GLOBAL INCOME LEVEL, 1988–2008

Source : <https://harvardpress.typepad.com/.a/6a00d8341d17e553ef01b7c8758a1a970b-pi>

La courbe livre des enseignements assez simples à décrire. Deux groupes ont vu leurs revenus réels augmenter significativement (avec des gains supérieurs à 50 %) au cours de la période étudiée. Il s'agit des personnes situées entre les 30^e et 70^e centiles de la population mondiale (essentiellement des membres des classes moyennes chinoises, indiennes et des pays d'Asie du Sud-Est comme la Thaïlande ou l'Indonésie), et de l'infime minorité des 1 % (voire des 0,1 %) les plus riches (à l'extrémité de la trompe), composée pour l'essentiel de personnes vivant dans les pays occidentaux, surtout aux États-Unis (la « ploutocratie » mondiale, selon l'auteur). L'un des grands intérêts politiques de la courbe se situe dans la partie descendante de la

trompe : entre les 70^e et 90^e centiles, les gains ont été bien moindres, voire nuls au niveau du 80^e centile. Cette partie de la courbe désigne les « classes moyennes inférieures » des pays développés, dont le pouvoir d'achat a stagné depuis les années 1980. En termes relatifs, la situation des classes moyennes des pays émergents s'est améliorée, quand celle des pays occidentaux se détériorait. Milanovic insiste cependant sur le fait que, d'un point de vue absolu et non plus relatif, le sort des secondes reste plus enviable que celui des premières. On vit toujours mieux dans les zones périurbaines d'Europe que dans les villes chinoises, même si les écarts ont tendance à se resserrer.

Comment interpréter cette courbe et ses enseignements ? Le livre ne se contente pas de décrire les données, ni de conclure trop vite à l'existence d'un jeu à somme nulle entre l'enrichissement des uns (les ultra-riches, les travailleurs des pays émergents) et l'appauvrissement des autres (les classes moyennes et populaires d'Europe et des États-Unis, touchées de plein fouet par la désindustrialisation, la dualisation du marché du travail et l'effritement des protections sociales). L'enquête prend alors un tour historique, pour rechercher les facteurs expliquant les cycles d'augmentation et de compression des inégalités au cours des deux siècles passés, et tâcher de mieux comprendre où nous en sommes.

Les cycles de l'inégalité

On connaît désormais bien la forme de l'évolution des inégalités de revenus et de patrimoines dans les pays riches depuis les débuts de la première industrialisation (qui a commencé en Angleterre dès la fin du XVIII^e siècle). Presque tous les pays pour lesquels des données sont disponibles ont connu une évolution globalement comparable, malgré des décalages dans le temps et des intensités variables. À une première phase d'augmentation des inégalités, portée par l'élévation des revenus moyens (les sociétés européennes deviennent à la fois plus riches et plus inégalitaires au XIX^e siècle, ce que les contemporains comme Alexis de Tocqueville perçoivent très bien en désignant par le terme de « paupérisme » ce paradoxe apparent⁵), succède une phase de réduction, qui correspond pour l'Europe et les États-Unis à la période allant de la fin de la Première Guerre mondiale à la crise économique des années 1970. Sous l'effet conjugué des guerres, de la crise de 1929 et des politiques de redistribution

⁵ Alexis de Tocqueville, *Mémoire sur le paupérisme*, 1835 (disponible sur Gallica dans une version postérieure : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k86390p.image>).

(favorisées par l'extension du suffrage et la conquête des droits sociaux), les inégalités diminuent au sein des pays riches, alors même que l'inégalité mondiale (entre les pays) atteint son apogée à la veille des décolonisations. Dans les années 1960, jamais les sociétés développées n'ont été aussi égalitaires, et jamais les richesses n'ont été aussi inégalement distribuées à l'échelle du globe. L'Amérique de la « Grande Société », au temps de Lyndon Johnson, est aussi celle qui fait la guerre au Vietnam.

On doit à l'économiste Simon Kuznets d'avoir mis en évidence, dans les années 1950, l'existence de ces deux phases historiques d'augmentation puis de réduction des inégalités, sous le coup de la croissance industrielle. Ce que l'on sait maintenant avec certitude, c'est que cette tendance à la diminution des inégalités, au sein des pays riches, n'était pas éternelle. Depuis les années 1980, d'abord aux États-Unis, puis partout ailleurs dans le monde occidental, les inégalités de revenus et de patrimoines ont fortement augmenté, voire explosé outre-Atlantique : la « grande compression » a pris fin, avec le déclin des syndicats ouvriers, l'allègement des taxes sur le capital et sur les hauts revenus, et l'essor de l'évasion fiscale⁶. Dans le même temps, pourtant, l'inégalité mondiale a reculé. Cela invalide-t-il le modèle de Kuznets, élaboré lorsque le *welfare state* avait le vent en poupe ? Plutôt que de l'enterrer, Milanovic cherche à l'actualiser : nous sommes entrés, selon lui, dans une deuxième vague de Kuznets, marquée non plus par la transformation des sociétés paysannes en sociétés industrielles, mais par l'émergence d'un nouveau type de capitalisme, tertiaire, numérique et financiarisé, et surtout plus globalisé. Plusieurs incertitudes demeurent cependant : quand le nouveau pic des inégalités sera-t-il atteint ? Les facteurs qui ont contribué à réduire les inégalités au cours du XX^e siècle viendront-ils à nouveau corriger les déséquilibres du système capitaliste ? Peut-on à la fois faire reculer l'inégalité au niveau mondial et contenir les inégalités sociales au sein de chaque pays, ou est-on obligés de choisir l'un de ces objectifs au détriment de l'autre ?

Prudent quant à la possibilité d'anticiper les évolutions futures, l'auteur essaie de comprendre ce qui, au cours du XX^e siècle, a permis d'enclencher la phase descendante des inégalités. Les forces en présence (guerres, crises et redistribution) sont bien inventoriées depuis le travail de Thomas Piketty et de nombreux autres chercheurs⁷. Milanovic y ajoute une attention soutenue au rôle des migrations, de l'éducation et du changement technologique dans l'évolution des rapports entre travail et capital. Il cherche à distinguer les forces qu'il nomme « bénéfiques »

⁶ Joseph Stiglitz, *Le Prix de l'inégalité*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2012.

⁷ Outre *Le Capital au XXI^e siècle*, voir par exemple Kenneth Scheve et David Stasavage, *Taxing the Rich. A History of Fiscal Fairness in the United States and Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

(éducation, redistribution, droits sociaux) et d'autres « néfastes » (guerres, crises, épidémies) dans le processus de réduction des inégalités, pour faire la part entre ce que nous pourrions souhaiter pour l'avenir, et ce qu'il vaudrait mieux éviter d'avoir à subir de nouveau⁸. C'est surtout par son souci « d'endogénéiser » ces facteurs (c'est-à-dire de les intégrer au sein d'une chaîne cohérente de causalités) que le raisonnement de Milanovic se distingue, tout en cherchant à la compléter, de l'analyse proposée par Thomas Piketty dans *Le Capital au XXI^e siècle*, qui soulignait le caractère accidentel des chocs « exogènes » intervenus durant la période 1914-1945. L'effort est louable, mais pas toujours convaincant, notamment lorsque l'auteur essaie de démontrer, à la suite d'auteurs célèbres (John A. Hobson, Rosa Luxemburg ou Lénine), que la Première Guerre mondiale fut la conséquence logique des contradictions internes au capitalisme industriel. À ce niveau de généralité, la thèse vaut moins par sa justesse historique (il suffit de lire *Les Somnambules* de l'historien Christopher Clark pour mesurer toute la part des contingences et des enchaînements imprévus dans le déclenchement de la crise de l'été 1914⁹) que par son ambition, audacieuse et un brin surannée, de totalisation systématique. Plus fidèle à l'analyse marxiste que celle de son collègue français, la pensée de Milanovic est aussi beaucoup plus « économiciste » qu'elle, par exemple lorsqu'il affirme que « la politique peut en grande partie être considérée comme endogène : elle s'adapte à l'évolution des forces économiques » (p. 88). Là où, chez Piketty, les forces capables de réduire les inégalités provenaient largement de l'extérieur du champ économique (qu'il s'agisse des destructions liées aux guerres ou de la mobilisation démocratique)¹⁰, elles sont ici pensées à l'intérieur de ce dernier, et bornées par lui.

Cette approche systémique n'empêche pas la lucidité. Milanovic expose de manière chirurgicale les nombreux facteurs qui empêchent, pour le moment, l'inversion de la tendance inégalitaire à l'œuvre au sein des sociétés démocratiques. L'enrichissement fulgurant des 0,1 % des plus riches transforme les démocraties en ploutocraties, où les plus fortunés cumulent gros patrimoines, hauts salaires et pouvoir politique. La mondialisation facilite la mobilité du capital et érode les pouvoirs de taxation des États-nations, faute d'une coordination internationale

⁸ Son analyse est donc beaucoup plus nuancée que celle de Walter Scheidel (*The Great Leveler. Violence and the History of Inequality from the Stone Age to the Twenty-First Century*, Princeton University Press, 2017), presque exclusivement centrée sur le rôle de la violence. Voir la recension de Lionel Kesztenbaum sur *La Vie des Idées* (<https://laviedesidees.fr/Origine-et-fondements-de-l-egalite.html>).

⁹ Christopher Clark, *Les Somnambules. Été 1914, comment l'Europe a marché vers la guerre*, Flammarion, 2013.

¹⁰ Voir par exemple l'ensemble des contributions réunies dans le numéro spécial « Lire *Le Capital* de Thomas Piketty » publié par les *Annales* en 2015 (<https://www.cairn.info/revue-annaes-2015-1.htm>), et sur ce point plus précis, Nicolas Delalande, « Pour une histoire politique du capital », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 70-1, 2015, p. 47-59 (<https://www.cairn.info/revue-annaes-2015-1-page-47.htm>).

suffisante pour lutter contre l'impunité des paradis fiscaux. Même la promesse d'un effort massif en vue de l'accès de tous à l'enseignement supérieur ne suffirait peut-être pas à endiguer cette spirale inégalitaire, dans des pays où la compétition scolaire accroît les inégalités plutôt qu'elle ne les réduit.

Quelles politiques de l'égalité ?

Les raisons d'espérer sont minces, mais Milanovic ne désarme pas. Il propose quelques pistes pour tenter d'inverser la dynamique inégalitaire à l'intérieur des pays, sans pour autant abandonner l'objectif de réduction des inégalités à l'échelle mondiale. Comme il le montre en décomposant ce qui, dans l'inégalité mondiale, tient à l'inégalité *entre* les pays (l'écart de niveau de vie entre pays développés et pays émergents) et ce qui tient à l'inégalité *au sein* des pays (l'écart entre riches et pauvres au sein d'une même communauté politique), c'est le second terme qui semble devoir prédominer dans un proche avenir, dès lors que la croissance des économies émergentes paraît tendanciellement plus élevée que celle des économies développées (le cas de l'Afrique étant toutefois différent de celui de l'Asie).

L'inégalité mondiale a beau avoir tendance à décroître, elle reste massive. D'où l'acuité du phénomène migratoire, auquel Milanovic accorde une attention particulière. Fidèle à son approche systémique, l'économiste souligne que la mobilité du travail est un puissant facteur de réduction des inégalités entre pays riches et pays pauvres. Le problème de la mondialisation contemporaine, par rapport à celle des années 1880-1914, est qu'elle est hémiplégique : le capital circule sans entraves, quand la main-d'œuvre bute sur les frontières et les contrôles migratoires. Les études démographiques le montrent : seuls 3,4 % des habitants de la planète vivent dans un pays différent de celui où ils sont nés, un taux somme toute limité, n'en déplaise aux tenants du « grand remplacement »¹¹. Milanovic sait bien cependant que proposer davantage de migrations pour réduire la pauvreté à l'échelle internationale est un discours peu audible dans le contexte politique actuel. Il touche ici du doigt une contradiction majeure du combat pour la justice sociale à l'ère de la mondialisation : la crispation des sociétés européennes sur la question migratoire met en évidence la

¹¹ François Héran, *Migrations et sociétés*, Paris, Collège de France / Fayard, coll. « Leçons inaugurales du Collège de France », 2018 (vidéo en ligne : <https://www.college-de-france.fr/site/francois-heran/inaugural-lecture-2018-04-05-18h00.htm>), et sur *La Vie des Idées*, « Comment se fabrique un oracle », 18 septembre 2018 (https://laviedesidees.fr/migrations-afrique-prejuge-stephen_smith-oracle.html).

difficulté de concilier la réduction des inégalités à l'échelle mondiale avec la défense du pouvoir d'achat des classes moyennes occidentales. C'est ce qui alimente les projets identitaires et protectionnistes de Trump, Orban ou Salvini, qui postulent une incompatibilité entre ces deux objectifs. Pour contourner l'obstacle, Milanovic avance une proposition iconoclaste, pour ne pas dire périlleuse. Selon lui, puisque les ressortissants des pays développés craignent que les migrants disposent des mêmes droits qu'eux, il suffirait de créer des statuts différenciés pour les travailleurs étrangers, assortis de salaires et de droits inférieurs à ceux des travailleurs nationaux. Pour vaincre les réticences populistes, il propose de fonder en droit les discriminations, au nom d'une maxime utilitariste (l'augmentation des flux migratoires étant conçue comme un moyen d'améliorer le sort des plus pauvres et de répondre au défi démographique posé par le vieillissement des sociétés occidentales). C'est oublier un peu vite que le sort des travailleurs inclus, même les mieux protégés, est toujours affecté en retour par celui réservé aux migrants et aux précaires. Au cours du XX^e siècle, la conquête des droits sociaux et la protection des migrants sont allées de pair¹². Construire un salariat et une citoyenneté à plusieurs vitesses, au nom de la réduction des inégalités, aurait des implications juridiques, morales et politiques qui ne peuvent découler d'un simple arbitrage économique entre ouverture des frontières et droits civiques.

Plus intéressantes sont les propositions du livre en matière de redistribution, même si elles ne sont pas dénuées d'ambiguïtés. Milanovic réaffirme tout d'abord le rôle central des États dans la réduction des inégalités, à travers leurs politiques fiscales et sociales. Ce fut une composante essentielle du mouvement de « grande compression » au XX^e siècle, et l'augmentation spectaculaire des inégalités observée aux États-Unis depuis les années 1980 s'explique *a contrario* par les baisses massives d'impôts accordées aux plus riches et par les coupes opérées dans les dépenses sociales. Ce levier démocratique est éminemment plus désirable que les « forces néfastes » qui ont contribué, à leur façon, à l'érosion des patrimoines privés au cours du siècle passé. Le dernier chapitre de l'ouvrage, qui s'interroge sur les formes à venir de la réduction des inégalités, est cependant plus pessimiste quant à la capacité des États à taxer efficacement un capital devenu hyper-mobile (en l'absence d'un retour à des formes de contrôle des capitaux). Pour Milanovic, la concentration des richesses est telle dans le monde d'aujourd'hui que la seule action sur les flux de revenus n'est plus efficace pour rebattre les cartes. C'est pourquoi il plaide en faveur d'une

¹² Paul-André Rosental, « Géopolitique et État-Providence. Le BIT et la politique mondiale des migrations dans l'entre-deux-guerres », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 61-1, 2006, p. 99-134 (<https://www.cairn.info/revue-Annales-2006-1-page-99.htm>).

réorientation des politiques fiscales, de l'objectif de redistribution des revenus (intervention *ex post* de l'État) vers une distribution plus égalitaire (intervention *ex ante*) des dotations initiales (en capital économique et humain). Il énonce sa préférence pour une taxation forte des successions et pour un investissement massif en faveur de l'accès de tous à l'éducation. La philosophie qui s'en dégage prend, en définitive, une coloration très compatible avec les principes du libéralisme, dès lors que l'horizon pour l'État devrait être, selon Milanovic, de « davantage travailler sur les dotations, et moins sur les impôts et transferts » (p. 237). Combattre les inégalités à la racine, plutôt que redistribuer les revenus... Cette antienne est aussi celle qui a accompagné le retour des inégalités économiques au cours des trente dernières années. Faut-il vraiment renouer avec les accents de la défunte « Troisième Voie » pour lutter contre le monde que celle-ci nous a légué en héritage ?

La force du livre réside ailleurs. Il offre un constat clinique des inégalités au début du XXI^e siècle, et expose les fondements économiques des gigantesques défis politiques qui en découlent. La promesse égalitaire des démocraties occidentales a-t-elle encore un sens lorsque la situation matérielle des classes moyennes et populaires cesse de s'améliorer, voire régresse ? Comment imaginer un monde où le progrès des uns ne se fasse pas au détriment des autres ? L'enrichissement exubérant d'une infime minorité peut-il encore être freiné ? Le diagnostic de l'économiste est salutaire et sans appel. La réponse aux problèmes qu'il soulève est, quant à elle, une affaire trop sérieuse pour être laissée à la seule science économique...

Publié dans laviedesidees.fr le 22 mai 2019